

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)	MARCHES PUBLICS DE MAITRISE D'OEUVRE PROCEDURE ADAPTEE Consultation GH10_2025_018 MARCHE N°2025_010_DT_14_018 DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REHABILITATION DES RESEAUX D'EAU FROIDE SANITAIRE (EFS) ET EAU CHAUDE SANITAIRE (ECS) DE L'HOPITAL AMBROISE PARE DU GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS-SACLAY Lot unique
---	---

SOMMAIRE

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
2.1 OBJET DU MARCHÉ	4
2.2 Nature et forme du marché	4
2.3 Durée du marché et délais d'exécution	4
2.4 Conduite d'opération	5
2.5 Contrôle technique	5
2.6 Ordonnancement, pilotage, coordination	5
2.7 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	5
2.8 Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI)	5
2.9 Lieux d'exécution et visite du site	5
2.10 Titulaire du marché	6
2.10.1 Mise en place de l'équipe	7
2.10.2 Modification de l'équipe	7
2.11 Marché(s) de prestations similaires	7
2.12 Sous-traitance	8
2.13 Redressement ou liquidation judiciaire	8
2.14 DEMARCHE D'INSERTION SOCIALE	9
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
3.1 Pièces particulières	10
3.2 Pièces générales	10
ARTICLE 4. CADRE JURIDIQUE DE LA CONSULTATION	10
4.1 PROCEDURE DE LA PASSATION DE LA CONSULTATION	10
4.2 FORME DU MARCHÉ	10
ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	10
5.1 Coût de réalisation des travaux	10
5.2 Conditions économiques d'établissement	10
5.3 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux	10
5.4 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux	11
5.5 Comparaison entre réalité et tolérance	11
	2

5.6	Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance	11
5.7	Mesures conservatoires	11
5.8	Ordres de service	11
5.9	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	12
5.10	Suivi de l'exécution des travaux	12
ARTICLE 6. PRIX - PAIEMENT		12
6.1	CONTENU DES PRIX	12
6.2	Forfait de rémunération - Mission de maîtrise d'œuvre	12
6.3	REVISION	13
6.4	PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	14
6.5	LES MODALITES DE PAIEMENT	14
6.6	ACOMPTE	15
6.7	Délai global de paiement	16
ARTICLE 7. DELAIS - DOCUMENTS - PENALITES		16
7.1	Délai d'exécution par phase	16
7.2	Présentation des documents d'études	16
7.3	Pénalités phases « études et travaux »	17
ARTICLE 8. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE DU MARCHE		18
8.1	ASSURANCES	18
8.2	REMISE DE DOCUMENTS JUSTIFIANT L'ABSENCE D'EMPLOI DISSIMULE	19
8.3	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	20
8.4	OBLIGATION DU TITULAIRE D'INFORMER LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SITUATION	21
ARTICLE 9. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS		22
ARTICLE 10. RESILIATION		22
ARTICLE 11. UTILISATION DES RESULTATS		22
ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG-MOE		22

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Maitre d'ouvrage

GHU AP-HP Université. Paris Saclay

78 rue Général Leclerc

94270 Le Kremlin-Bicêtre

Courriel : servicemarches.gh10.bct@aphp.fr

Comptable public assignataire des paiements : M. le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

2.1 OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent CCAP a pour objet l'attribution d'une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux concernant l'ensemble des priorités 1 du schéma directeur incendie pour la réhabilitation des réseaux d'eau froide sanitaire et eau chaude sanitaire de l'hôpital Ambroise Pare du GHU AP-HP Université Paris Saclay.

La description détaillée des prestations techniques figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2 Nature et forme du marché

Le marché est régi par le CCAG -MOE en vigueur à sa date de publication.

Il s'agit d'un marché public de maîtrise d'œuvre passé en lot unique. Les missions confiées au titulaire sont indiquées dans l'acte d'engagement (AE) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les variantes ne sont pas acceptées et il n'est pas prévu de tranches optionnelles.

2.3 Durée du marché et délais d'exécution

Le marché débute à sa notification au titulaire et prend fin à la plus tardive des dates suivantes :

- A l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- La levée de la dernière réserve ;
- L'instruction du dernier mémoire en réclamation des entreprises.

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de **4 ans** à compter de sa notification.

Les délais d'exécutions sont précisés dans l'acte d'engagement (AE) et dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.4 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par la MOE elle-même.

2.5 Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique.

2.6 Ordonnancement, pilotage, coordination

La mission OPC sera assurée par un prestataire qui sera désigné ultérieurement dans le cadre d'un marché spécifique.

2.7 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera assurée par un coordonnateur S.P.S qui sera désigné ultérieurement.

2.8 Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI)

En cas de nécessité, la mission de coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI) sera assurée par un coordonnateur SSI qui sera désigné ultérieurement.

2.9 Lieux d'exécution et visite du site

Les travaux seront effectués au sein de l'Hôpital Ambroise PARE, sise 9 av. Charles de Gaulle 92 100 Boulogne-Billancourt).

La validité de l'offre du candidat est conditionnée par la visite obligatoire du site. Le candidat doit joindre l'attestation de visite dûment remplie à son offre. En soumettant son offre, le candidat est réputé s'être rendu sur le site afin d'évaluer :

- L'importance et la nature des prestations à effectuer ;
- Toutes les difficultés d'exécution ;
- L'état des constructions existantes.

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, des bâtiments existants, ou de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'appréciation de son offre.

Le titulaire est réputé avoir pris en compte dans son offre pour la phase conception les contraintes résultant d'une intervention en site occupé pour la réalisation des futurs travaux.

Pour effectuer les visites, nous vous remercions de bien vouloir prendre rendez-vous, par téléphone, entre 9h-12h et 14h-16h, ou par mail auprès de :

PRENOM ET NOM	COORDONNEES
Thomas REVERT	01 49 09 57 39 thomas.revert@aphp.fr
Philippe ROCHEFORT	01 49 09 57 54 philippe.rochefort@aphp.fr

2.10 Titulaire du marché

La mission du titulaire comprend l'ensemble des tâches que le CCAG MOE impute à la maîtrise d'œuvre et qu'il est réputé connaître.

La mission du titulaire comprend l'ensemble des missions de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre.

Il s'agira notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :

- Des dispositions à prendre dans le cadre de la protection du travail clandestin,
- De la vigilance concernant la sous-traitance irrégulière,
- Des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des personnels affectés aux travaux,
- Des dispositions à prendre pour maintenir la sécurité et la circulation des personnes et des biens,
- De la protection des avoisinants.

Le titulaire, au titre de sa mission, remplira les obligations qui résultent de l'application des dispositions de la loi du 6 décembre 1976 relative au développement de la prévention des accidents de travail et ses décrets d'application, et de la loi du 31 décembre 1993 relative à la sécurité et protection de la santé des travailleurs et le décret du 26 décembre 1994 la complétant.

Le titulaire devra, en temps utile, attirer l'attention du Maître de l'Ouvrage sur les obligations mises à la charge de ce dernier par les textes précités.

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

L'intervention du coordonnateur SPS ne dispense pas le titulaire de ses obligations.

Le découpage de la mission n'a pour but que de faciliter la gestion du contrat de maîtrise d'œuvre. La mission comprend, en toute hypothèse, sans exception ni réserve, toutes les prestations nécessaires à la conception et au contrôle de la réalisation, dans tous leurs détails, d'ouvrages de qualité, en parfait état de finition et de fonctionnement.

Le maître d'œuvre déclare qu'il a examiné le terrain, les bâtiments et ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances, ainsi que celles liées à l'environnement, et estimé les sujétions techniques et administratives.

Le titulaire est réputé avoir eu toute possibilité de circonscrire exactement le champ de sa mission objet du présent contrat ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission ou insuffisance de description pour refuser de comprendre dans sa mission des prestations nécessaires au bon accomplissement et

notamment, l'étude et la réalisation d'ouvrage connexes sans lesquels les ouvrages principaux ne pourraient avoir de fonction optimale.

2.10.1 Mise en place de l'équipe

Le maître d'œuvre s'engage à mettre en place pendant toute la durée du présent marché, une équipe affectée au projet correspondant à celle présentée dans son offre.

2.10.2 Modification de l'équipe

L'équipe affectée au projet établie dans les conditions fixées ci-avant peut évoluer dans les seuls cas suivants :

- à la demande expresse du maître d'ouvrage en cas :
de non-respect des obligations définies au programme et au présent cahier des clauses administratives particulières,
- d'incapacité d'un intervenant entraînant un arrêt de travail supérieur à 15 jours.

Dans le cas où l'équipe affectée au projet évolue à la demande du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre soumet à l'accord du maître d'ouvrage, trois (3) jours maximum après sa demande, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et du rôle de l'intervenant remplacé et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe ;
- l'intervenant concerné fournira le détail de ses qualifications et si nécessaire l'expérience du personnel constituant son équipe.

Le maître d'ouvrage peut également récuser l'un ou plusieurs des intervenants proposés sans avoir à émettre de justification.

Dans ce cas, le Titulaire dispose également de trois (3) jours maximum pour proposer un ou plusieurs autres intervenants.

- à la demande du maître d'œuvre après accord écrit du maître d'ouvrage.

Dans le cas où l'équipe affectée au projet évolue à la demande du maître d'œuvre, celui-ci soumet à l'accord du maître d'ouvrage, quinze (15) jours au moins avant le départ de l'intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et du rôle de l'intervenant remplacé et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe ;
- joignant le curriculum vitae de l'intervenant concerné. Par dérogation à l'article 30.1 du C.C.A.G.-MOE, à défaut d'accord sur la modification de l'équipe, le marché peut être résilié, après mise en demeure préalable, par le maître d'ouvrage, aux torts du maître d'œuvre.

2.11 Marché(s) de prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans suivant la notification du présent marché.

Le cumul du montant total du marché initial, tous lots confondus, et des marchés de prestations similaires ne pourra pas dépasser ou atteindre le seuil de procédure formalisée des marchés de service.

2.12 Sous-traitance

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies à l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies ci-après :

- Le maître d'œuvre, qui veut sous-traiter une partie du marché, demande au maître d'ouvrage d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le maître d'œuvre fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;
- Le maître d'œuvre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le maître d'œuvre devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du maître d'œuvre.

Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2.13 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le maître d'œuvre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au maître d'œuvre dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du maître d'œuvre de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le maître d'œuvre à aucune indemnité.

2.14 DEMARCHE D'INSERTION SOCIALE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur incite les candidats au présent marché à réaliser une action d'insertion professionnelle en faveur des personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi, afin de permettre l'accès ou le retour à l'emploi et de l'insertion sociale des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les personnes pouvant être concernées par l'action d'insertion sociale sont :

- Demandeur d'emploi (DE) inscrit depuis plus de 12 mois ;
- Bénéficiaires du RSA ou ayant droit et en recherche d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) ;
- DE de + de 50 ans ;
- DE de - de 26 ans sans qualification ;
- DE de - de 26 ans avec qualification depuis plus de 6 mois ;
- DE RQTH (reconnu en qualité de travailleurs handicapés), au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail ;
- DE résidant en QPV ;
- Les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique ;
- Personnes pénitenciaires de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi professionnelle.

La démarche d'insertion sociale proposée par les candidats sera valorisée à hauteur de 5 points dans l'analyse des offres, sur la base du critère d'analyse suivant :

- **Qualité des dispositions prévues par le candidat en matière de démarche d'insertion sociale pour l'exécution du marché**

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Maîtrise d'œuvre, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

3.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre techniques et/ou méthodologique du titulaire.

3.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique en vigueur à la date de lancement du présent marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre en vigueur à la date de lancement du présent marché ;
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du Code du Travail, de l'inspection du Travail, de la CRAM et de l'OPPBTB.

ARTICLE 4. CADRE JURIDIQUE DE LA CONSULTATION

4.1 PROCEDURE DE LA PASSATION DE LA CONSULTATION

La procédure applicable à cette consultation est une procédure adaptée, en vertu des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2172-2 du code de la commande publique.

4.2 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché public de maîtrise d'œuvre passé en lot unique conformément aux dispositions des articles L2430-1 à L2432-2, R2431-1 à R2431-7 et R2431-19 à R2431-23 du code de la commande publique.

ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

5.1 Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût de réalisation des travaux. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

5.2 Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

5.3 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5,00 %.

5.4 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 5.3.

5.5 Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

5.6 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 5.3, le maître d'ouvrage peut appliquer au maître d'œuvre la pénalité prévue à l'article 7.3 du présent CCAP.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération et des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

5.7 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 5.3, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

5.8 Ordres de service

5.8.1 Émis par le maître d'ouvrage

La notification du marché au titulaire vaut ordre de service de démarrage de la mission AVP.

Les délais d'exécution pour chacune des autres phases courent à compter de la date de notification de chaque ordre de service. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et adressés, par tout moyen à la convenance du pouvoir adjudicateur (notamment GED), au titulaire du marché qui devra en attester la notification.

5.8.2 Émis par le maître d'œuvre

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs à l'exception de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et adressés à l'entrepreneur concerné dans un délai de 10 jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application de la pénalité prévue à l'article 7.3 du présent document.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage, des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus.

Une copie des ordres de service doit être remise au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

Le titulaire tient un compte-rendu récapitulatif des ordres de services émis et à jour.

5.9 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G.-Maîtrise d'œuvre, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Lors de l'exécution des travaux, si le maître d'œuvre constate une ou plusieurs infractions des dispositions relatives à la législation sur le travail, il a obligation d'en informer immédiatement le maître d'ouvrage.

5.10 Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 6. PRIX - PAIEMENT

Le marché est un marché passé à prix forfaitaire.

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre est provisoire et il s'agit d'un pourcentage de l'enveloppe définitif des travaux acté lors de la phase AVP, conformément aux stipulations de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

Le budget prévisionnel de l'opération s'élève à 2 250 000 € HT.

6.1 CONTENU DES PRIX

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, objet du présent marché ; sont exclus des frais les moyens mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur marché s'il est passé, soit prévus dans les pièces des marchés à passer et les frais d'assurance.

6.2 Forfait de rémunération – Mission de maîtrise d'œuvre

6.2.1 Forfait provisoire de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération concerne les missions forfaitaires : AVP, PRO, DCE, ACT, VISA, DET, AOR.

Ce prix comprend l'ensemble des prestations (réunions et livrables inclus) du C.C.T.P.

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération t , fixé à l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle, fixée dans l'acte d'engagement.

6.2.2 Fixation du forfait définitif de rémunération

A l'issue de la phase AVP, un avenant permettra de fixer définitivement la rémunération du maître d'œuvre d'une part, et le coût prévisionnel des travaux sur lequel porte l'engagement du maître d'œuvre d'autre part.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération t' , fixé à l'acte d'engagement, par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 des études.

6.3 REVISION

La 1^{ère} année, les prix sont fermes.

Pour les périodes suivantes, les prix du présent marché sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification du marché par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

A défaut, l'indice pris en compte sera le dernier indice connu lors de l'année de révision des prix. Le mois M_0 est le mois correspondant à la date limite de remise des offres.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :
 $P_1 = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times I_1/I_0)$

Avec I : Indice Insee ING-Ingénierie (Base 100 en 2010).

P_1 : prix de règlement des prestations à la date de la reconduction tacite du marché.

P_0 : prix mentionné à l'annexe I de l'Acte d'Engagement, le Bordereau des Prix à la date de la notification du marché.

I_0 : indice Insee ING-Ingénierie (Base 100 en 2010) du mois M_0

I_1 : dernier indice publié à la date de reconduction tacite du marché.

Le coefficient de la révision, obtenu par cette formule, sera arrêté 4 chiffres après la virgule. Pour ce calcul, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

6.4 PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

L'envoi des factures /décomptes/décomptes finaux sous format électronique se fait exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

- ✓ Avec le n° de SIRET suivant : 267 500 452 01928
- ✓ Et le code service suivant : Ambroise Paré : 014

Les factures doivent comporter obligatoirement :

- ✓ le numéro du bon de commande
- ✓ l'état d'avancement de la prestation
- ✓ La mention « Facture » ;
- ✓ Le numéro d'ordre de la facture ;
- ✓ Nom et adresse du créancier ;
- ✓ Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- ✓ Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- ✓ Le Code APE ;
- ✓ La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- ✓ Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- ✓ Le taux et le montant des taxes ;
- ✓ Le montant total des fournitures livrées TTC ;
- ✓ Le n° du bon de commande ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- ✓ Le n° de Siret de l'APHP : 267 500 452 01928 ;
- ✓ Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- ✓ Le numéro de marché ;
- ✓ Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.
- ✓ Si elle est établie dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, la société titulaire devra impérativement faire figurer, sur chaque facture, le numéro individuel d'identification pour les opérations intracommunautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

L'absence d'une des mentions listée ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

6.5 LES MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du CCAG-MOE.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande publique, le délai maximum de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Pouvoir Adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

6.6 ACOMPTE

Les acomptes seront versés trimestriellement selon l'échéancier ci-dessous.

6.6.1 Echéancier de paiement des acomptes par phase ou élément de mission

Les prestations incluses dans les éléments de MOE ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage.

Toutefois ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois.

Dans ce cas, la demande de paiement, établie par le maître d'œuvre dans le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Élément AVP (Avant-projet) :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception de la phase APS : 40,00 % ;
- après réception du dossier final APD : 60,00 %.

Élément PRO (PRO) :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception de la phase PRO : 40,00 % ;
- après réception du dossier PRO : 60,00 %.

Élément ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux) :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier de consultation des entreprises (DCE) : 40,00 % ;
- après validation du dossier de consultation des entreprises (DCE) par la maîtrise d'ouvrage : 20%
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage du (ou des) rapport(s) d'analyse des candidatures et des offres (RAO) : 40,00 %.

Élément VISA (Visa des études) :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentées au visa du maître d'œuvre : 50,00 %,
- sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires : 50,00 %.

Elément DET (Direction des travaux) :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85,00 % ;
- à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15,00 %.

Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement) :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalable à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20,00 % ;
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) : 40,00 % ;
- à l'achèvement de la levée des réserves : 20,00 % ;
- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 du C.C.A.G.-Travaux : 20,00 %.

6.7 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 7. DELAIS – DOCUMENTS – PENALITES

7.1 Délai d'exécution par phase

Les délais d'exécutions sont précisés dans l'acte d'engagement (AE) et dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

7.2 Présentation des documents d'études

Les délais d'établissement des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés ainsi que leur point de départ sont fixés dans les pièces contractuelles.

7.2.1 Nombre d'exemplaires

Les documents d'études et le dossier des ouvrages exécutés sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le

maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

<i>Code</i>	<i>Nombre Exemple et format</i>
AVP	1 Dématérialisé
Autorisation de travaux	1 dématérialisé
PRO	1 Dématérialisé
DCE	1 Dématérialisé
Rapport et tableau d'analyse des offres (sauf DOE)	1 Dématérialisé
DOE	3 exemplaires papiers + 1 Dématérialisé

Les rapports sont fournis au format .PDF et les plans aux formats .PDF et .DWG. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée.

7.2.2 Validation des documents d'études

La décision du maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés doit intervenir avant l'expiration du délai de 30 jours pour l'ensemble des missions.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document à réceptionner. En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7.3 Pénalités phases « études et travaux »

Toutes les pénalités sont dues et ce quels que soit leurs montants.

Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour le titulaire. Les pénalités sont cumulables, leur montant n'est pas plafonné.

Chacune de pénalités doit se dissocier :

- Type de pénalité,
- Modalités d'applications,
- Montant de la pénalité et le point de départ.

Nature du manquement	Pénalité appliquée
-----------------------------	---------------------------

Erreur dans un document visé par le maître d'œuvre	400 €/manquement constaté
Manque d'annexe au compte-rendu de réunion	200 €/manquement constaté
Compte-rendu de réunion non transmis à temps	200 €/jour de retard
Non présentation de projet de facture	200 €/manquement constaté
Retard dans le traitement des factures / attachements / situations / ...	400 €/manquement constaté
Retard dans les remises des documents du DOE	500 €/jour de retard
Tout document demandé et non fournit dans les délais imposés par le maître d'ouvrage à l'exception du DOE	200 €/jour de retard
Absence de contrôle sur le chantier (matériaux, autocontrôle des entreprises,...)	200 €/manquement constaté
Retard dans l'information sur les travaux supplémentaires	400 €/manquement constaté
Coût des travaux supplémentaires supérieurs à 5% du montant prévisionnel et dû à une erreur du maître d'œuvre (étude, VISA, direction des travaux,...)	50 % du coût des travaux supplémentaires
Défaillance lors du suivi du contrôle quantitatif et qualitatif des matériaux utilisés	200 €/manquement constaté
Manque d'information du maître d'ouvrage sur le déroulement du chantier, notamment les faits marquants	200 €/manquement constaté
Carence du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service	200 €/manquement constaté
Absence de continuité du personnel attitré au suivi du marché / absence de continuité dès la notification	500 €/manquement constaté
Absence à une réunion à laquelle le maître d'œuvre est convoqué ou retard de plus de 45 minutes	200 €/manquement constaté
Mauvaise passation des consignes en l'absence du principal interlocuteur, créant un problème ou retard de chantier	400€/dysfonctionnement constaté
Absence de continuité et/ou non remplacement de l'interlocuteur désigné	200 €/manquement constaté

Le GHU AP-HP Université. Paris Saclay se réserve le droit d'apprécier l'opportunité de l'application des pénalités.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE DU MARCHE

8.1 ASSURANCES

Le maître d'œuvre doit fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et portant mention de l'étendue de la garantie.

Le maître d'œuvre doit fournir, sa police concernant le chantier, a la première demande du Conducteur d'Opération représentant le pouvoir adjudicateur et cela dans un délai de quinze jours à compter de la réclamation du maître d'ouvrage représentée par le Conducteur d'opération, afin que celui-ci puisse constater qu'elle contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il doit souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Conducteur d'Opération représentant le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire

- a) d'une assurance responsabilité civile et professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des travaux,
- b) d'une assurance responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil.

Il doit fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du présent marché aux seuls frais et risques du titulaire du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur représenté par le Conducteur d'Opération pourra demander la justification de l'assurance à l'appui de la présentation du projet de décompte final.

8.2 REMISE DE DOCUMENTS JUSTIFIANT L'ABSENCE D'EMPLOI DISSIMULE

Travailleurs étrangers

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par les articles D.8222-7 et 8 du code du travail. Le titulaire établi en France est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par l'article D. 8222-5 du code du travail.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. La communication de cette liste est effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du marché, les clauses nécessaires au respect des dispositions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

Travailleurs détachés

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au pouvoir adjudicateur, avant le début du détachement, une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'Inspection du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Chacun des sous-traitants directs ou indirects que le pouvoir adjudicateur accepte en application de l'article 3 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, ainsi que chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle un de ces sous-traitants ou un de ces cocontractants a contracté, fournit au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'Inspection du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le pouvoir adjudicateur vérifie également, avant le début du détachement, que les entités mentionnées ci-dessus, qui détachent des salariés, se sont acquittées de l'obligation mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du code du travail.

En outre, si le pouvoir adjudicateur est informé par écrit par l'un des agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail du non-paiement partiel ou total du salaire minimum légal ou conventionnel du ou du salarié, détaché au sens de l'article L. 1261-3 du code du travail, par son cocontractant, par un sous-traitant direct ou indirect ou par un cocontractant d'un sous-traitant, il enjoint aussitôt, par écrit, à ce sous-traitant ou à ce cocontractant, ainsi qu'au donneur d'ordre immédiat de ce dernier, de faire cesser sans délai cette situation.

A compter du jour de la réception de l'injonction mentionnée à l'article L. 1262-4-3 du code du travail, l'employeur détachant des salariés informe dans un délai de sept jours le pouvoir adjudicateur des mesures prises pour faire cesser la situation. En cas d'absence de régularisation effective de la situation par l'employeur, le maître d'ouvrage résilie le marché pour faute (article R1263-17 du code du travail).

8.3 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;

- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

8.4 OBLIGATION DU TITULAIRE D'INFORMER LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SITUATION

Le titulaire, y compris s'il est étranger, informe le pouvoir adjudicateur dès qu'une procédure de redressement judiciaire est mise en œuvre à son encontre. Le titulaire informe, dans les meilleurs délais, le pouvoir adjudicateur de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme

juridique, raison sociale, etc.) afin que le pouvoir adjudicateur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

ARTICLE 9. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité,
- chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 10. RESILIATION

Les dispositions du chapitre 6 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG - MOE) sont applicables au présent marché.

ARTICLE 11. UTILISATION DES RESULTATS

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-MOE s'appliquent.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Le présent CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-MOE	OBJET
2.8	30.1	Modification de l'équipe
3.2	4.1	Pièces contractuelles
5.3	10.1.1	Révision des prix